



# Résolution du Conseil de Varsovie

tel qu'adoptée par le Conseil le 15 novembre 2002

---

Date: 15 novembre 2002

---

---



Nous sommes réunis à Varsovie à l'aube d'un élargissement historique de l'Union européenne. Cet élargissement aboutira à une Europe plus unie et relèguera ainsi à l'histoire la division de notre continent entre Est et Ouest.

L'unité de l'Europe apporte des bénéfices majeurs tant aux Etats membres existants qu'aux nouveaux entrants. Aux pays membres existants de l'UE, elle offre une Union européenne plus vaste et plus forte, capable de faire entendre sa voix avec d'autant plus d'autorité dans les négociations internationales et d'être une force plus solide du progrès dans le monde. Aux nouveaux pays membres, l'élargissement offre la perspective d'échanges commerciaux et d'investissements plus importants autant que des niveaux de vie améliorés. Tant aux anciens qu'aux nouveaux pays membres, une Europe unie fournira un socle d'actions communes pour résoudre des problèmes communs tels que la protection de l'environnement, la criminalité transfrontalière, ainsi qu'une garantie de paix et de stabilité sur notre continent.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, des députés européens et nationaux, des représentants des gouvernements ainsi que des représentants des parlements et des gouvernements des pays candidats travaillent ensemble au sein de la Convention, afin de rédiger le projet d'un nouveau traité constitutionnel qui formera le socle pour le développement futur de l'Union. Ceci représente une chance unique pour l'Union européenne afin de poursuivre sa vocation historique en faveur de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans son processus d'élargissement vers l'Est et le Sud. Nous voulons que cette Constitution soit fondée sur une légitimité démocratique, qu'elle soutienne le modèle social européen dans le cadre d'un développement durable, du plein-emploi, de l'innovation et de la cohésion sociale, qu'elle permette le développement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, qu'elle renforce la position de l'Europe dans le monde, et qu'elle rende l'Union plus démocratique, plus transparente, plus efficace et plus proche des citoyens.

Les sociaux-démocrates portent une responsabilité majeure pour réaliser un élargissement couronné de succès. La grande majorité de la population dans les pays candidats ont élu des gouvernements conduits par un premier ministre d'un parti appartenant à notre famille politique. Ceci fournit au PSE l'opportunité de faire le lien avec l'élargissement, tout en nous obligeant à satisfaire les attentes des électeurs qui nous ont fait confiance.

L'élargissement de l'Union s'insère naturellement dans l'engagement des sociaux-démocrates en faveur de la solidarité. Nous voulons construire une Europe au sein de laquelle aucun pays n'est exclu du développement économique ni aucun citoyen ne se voit confronté à la pauvreté ni privé de réaliser son plein potentiel. Pour cette raison, nous pensons qu'il est nécessaire d'achever l'élargissement et, dès lors que la construction européenne s'approfondit politiquement, de mettre en place une gouvernance économique et sociale de l'Union avec l'objectif de renforcer sa cohésion interne.

Cette rencontre du Conseil du PSE rassemble des délégués de nos partis tant de l'Union que des pays candidats. Ensemble nous avons déterminé notre terrain d'entente face à deux défis majeurs.

### **Les responsabilités mondiales d'une Europe unie**

Un des impératifs qui amènent l'Europe vers une Union élargie est le défi posé par la mondialisation. Nous pensons que l'Union européenne a le devoir de contribuer au maintien de la paix et de la démocratie et de respecter les droits humains. Elle doit également être en mesure de faire face aux défis mondiaux d'un progrès social et économique durable, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté. En tant que principal partenaire commercial des pays en voie de développement, l'Union doit veiller à ce que le commerce international soit d'une nature solidaire. Nous voulons que l'Union s'exprime d'une seule voix dans toutes les enceintes internationales.

En tant qu'internationalistes, nous nous félicitons des opportunités toujours plus nombreuses de partenariat entre pays qu'offrira une mondialisation maîtrisée. En tant qu'environnementalistes, nous acceptons la responsabilité nouvelle qui nous est imposée par la mondialisation pour sauvegarder les ressources de notre planète et son écologie. En tant que sociaux-démocrates nous sommes prêts à défaire les forces au sein de l'économie globalisée susceptibles de promouvoir l'injustice et nous nous engageons à maximiser les opportunités au sein de la mondialisation pour un monde plus juste et plus libre. Par ailleurs, nous proposons de faire en sorte que l'UE intervienne – en tant que pouvoir international et en se référant au modèle social européen – de manière effective au sein du processus de mondialisation afin de le rendre plus



démocratique et plus social, en présentant un projet pour une solidarité mondiale contre les tendances néolibérales qui continuent à dominer le processus.

Nous adoptons dès lors les principes suivants pour guider notre approche face aux défis et aux opportunités découlant de la mondialisation.

▪ **La solidarité entre personnes**

Nous sommes pour le respect universel des droits humains, y compris les droits sociaux et économiques. Nous soutenons le droit de toute personne à la démocratie, la liberté et les libertés publiques et nous oeuvrerons pour la création de structures mondiales, telle que la Cour Pénale Internationale, pour que soient jugés ceux qui enfreignent le droit humanitaire. Nous soutenons une mondialisation capable de réduire les inégalités de richesse ainsi que les objectifs de développement du Millénaire pour lutter contre la pauvreté, répandre l'éducation et réduire les maladies – causées par le sous-développement et un ordre économique international injuste et inégal – qui ont des conséquences brutales pour des centaines de millions d'habitants de notre planète. Nous nous engageons à augmenter nos efforts d'assistance internationale au développement en accord avec l'objectif minimal d'aide publique au développement accepté au plan international (0,7 % du PNB).

▪ **Un marché social mondial**

Nous nous engageons à ce que les règles internationales du commerce favorisent le développement et préviennent l'exploitation. Nous pensons que la priorité des nouvelles négociations commerciales devra être une ouverture plus équitable des marchés des pays riches pour les exportations des pays pauvres, y compris pour les produits agricoles. Les institutions internationales de la gouvernance économique tels que le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC devraient travailler en étroite collaboration avec le système des Nations Unies et avec une Union européenne s'exprimant d'une seule voix unifiée au sein de ces institutions. Les institutions de la gouvernance économique devraient mener des politiques appuyant les objectifs du Millénaire de lutte contre la pauvreté et garantir que les bénéfices économiques de la mondialisation soient partagés de manière équitable. Le rôle du BIT devrait être reconnu afin de renforcer les droits sociaux et de promouvoir les intérêts des travailleurs. De nouvelles initiatives et des efforts sont également nécessaires pour rendre ces institutions plus démocratiques. Au-delà de l'aide et d'un commerce international plus équitable et plus ouvert, il faut créer des mécanismes nouveaux de répartition de la richesse dans le monde. Une attention particulière devrait être portée sur les effets négatifs de flux de capitaux non régulés, sur le commerce des armes et sur l'exploitation des ressources naturelles mondiales. L'UE doit réformer la PAC et doit éviter l'élaboration de nouvelles politiques agricoles ayant un impact négatif sur les chances des pays en voie de développement d'assurer l'expansion de leur secteur agricole.

Un Conseil de sécurité économique et social doit assurer la cohérence et la direction de ces institutions. Ce Conseil promouvra une hiérarchie des normes internationales qui prenne en compte les enjeux sociaux et environnementaux des échanges internationaux. Les activités de service et la propriété industrielle doivent être traités de telle façon que les États et l'Europe préservent leurs objectifs de cohésion sociale et territoriale.

▪ **Les processus de décision multilatéraux**

Nous nous engageons à bâtir une communauté internationale composée d'institutions fortes capables de produire des décisions collectives en faveur de la paix et du maintien de la sécurité sur la base d'un strict respect du droit international. A cette fin, nous nous efforcerons à maintenir la légitimité des Nations Unies. Nous continuerons à renforcer les structures de prévention des conflits civils et de gestion des crises ainsi qu'à réaliser une force de sécurité et de défense européenne opérationnelle capable de renforcer la contribution de l'Europe au maintien de la paix.

▪ **Des institutions internationales transparentes**

Nous nous engageons à ce que les institutions internationales fassent preuve de la même transparence et de la même ouverture que ce que nous attendons de nos propres institutions politiques. Nous poursuivrons le dialogue avec le monde des ONG au sujet de nos préoccupations communes concernant la mondialisation et nous nous efforcerons à ce que les organisations internationales fournissent des opportunités aux ONG pour contribuer au développement des politiques. La communauté internationale ne peut se limiter à n'être qu'un collectif de gouvernements car elle doit aussi maîtriser l'énergie et la créativité de ses sociétés civiles.



### ▪ **Le développement durable**

Nous nous engageons à mettre un frein à la dégradation de la richesse et de la diversité écologique de notre planète et à stabiliser le climat du monde. Au niveau mondial, l'Europe doit continuer à assurer un rôle moteur pour faire entrer en vigueur le protocole de Kyoto et pour respecter les objectifs fixés à Johannesburg pour l'accès à l'eau potable. Au niveau national, chaque pays européen doit adopter des stratégies dans les domaines énergétique, des transports et de l'agriculture qui respectent les principes du développement durable. Au niveau européen, nous oeuvrons en faveur de normes minimales afin de promouvoir la santé à long terme du continent et de ses citoyens: de la sécurité des centrales nucléaires à la qualité de notre alimentation. La préservation de notre environnement et la sécurité de notre alimentation nécessitent une action collective à travers l'Europe pour notre bien commun.

### ▪ **L'Union européenne en bon voisin**

L'élargissement amènera au sein de l'Union de nouveaux pays membres ainsi que de nouveaux voisins. En Europe du Sud-Est, l'UE doit offrir une intégration toujours plus étroite afin de stimuler la réconciliation, l'égalité ethnique et le développement durable. En Europe de l'Est, l'UE doit renforcer le respect des normes de gouvernance démocratique et de liberté individuelle.

Le PSE oeuvrera en faveur d'un large consensus autour de ces principes. Nous nous référons au rapport déjà préparé sur le développement durable sous la direction de Göran Persson et nous attendons avec intérêt le rapport sur la mondialisation qui sera préparé sous la direction de Poul Nyrup Rasmussen. Nous chargeons la Présidence, au cours de l'année à venir, à traiter ces sujets en tant que priorités politiques et à continuer le dialogue sur la mondialisation avec les ONG. Dans le cadre de ce travail, le PSE travaillera étroitement avec nos partis frères au sein de l'Internationale Socialiste qui devrait être présente sur la scène mondiale munie de son propre projet de maîtrise de la mondialisation et pour la construction d'un nouvel ordre international équitable et démocratique. Nous rechercherons également une coopération politique avec d'autres forces progressistes, notamment aux Etats Unis, partout où il est possible d'établir des terrains d'entente en faveur de solutions multilatérales.

Il y vingt ans, le rapport Brandt - sous la houlette de sociaux-démocrates européens de renom - eut un impact profond en stimulant les débats portant sur la responsabilité et la gouvernance mondiales. Nous sommes conscients que depuis lors la mondialisation s'est accélérée de manière plus importante que ce à quoi l'on s'attendait à l'époque. Les institutions de la gouvernance mondiale ne se sont pas développées au même rythme. Bien que le rapport Brandt eut comme souci de réduire l'écart entre pays riches et pauvres, les effets d'une libéralisation extrême et d'une dérégulation de la mondialisation eurent comme résultat d'agrandir l'écart entre les pays développés et les pays les plus pauvres, en particulier en Afrique.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il pourrait être utile de disposer d'un suivi digne de foi du rapport Brandt pour le nouveau siècle. Nous invitons dès lors tous ceux qui partagent nos engagements en faveur d'un monde juste à nous rejoindre en établissant un nouveau consensus progressiste pour l'avenir.

### **L'avenir de la Social-Démocratie**

En Europe prévaut un modèle social basé sur le partenariat, la couverture sociale repose sur la solidarité et le système parlementaire sur la démocratie et l'égalité des droits. Le PSE représente les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe qui défendent ces valeurs.

Nous félicitons nos collègues en Allemagne et en Suède pour leurs récentes victoires électorales. Nous nous réjouissons par avance d'un succès analogue des sociaux-démocrates en Autriche dans le courant de ce mois et aux Pays-Bas au début de l'année prochaine.

La chute des gouvernements aux Pays-Bas et en Autriche démontre l'instabilité inhérente du populisme réactionnaire et le manque de sérieux de tels partenaires pour des gouvernements responsables. Néanmoins, dans un certain nombre de pays la social-démocratie a essuyé des revers ces deux dernières années. Il est vital que nous tirions les leçons de ces revers et que nous nous assurions de ne pas laisser un espace dans une Europe moderne où l'extrême-droite pourrait prendre pied politiquement.

Par conséquent, nous adoptons les priorités suivantes pour notre programme politique.



- **Justice sociale**

La mondialisation récompense les travailleurs ayant des qualifications pour lesquelles existe une concurrence mondiale, mais pénalise les ouvriers non-qualifiés forcés d'être en concurrence avec une main-d'oeuvre bon marché. Si nous voulons préserver la cohésion sociale dans notre société européenne, nous devons mettre en oeuvre plus énergiquement que jamais des politiques de justice sociale. Un atout essentiel des sociaux-démocrates est que nos politiques d'inclusion, de protection sociale et d'opportunités apportent aux citoyens la sécurité nécessaire pour faire face aux changements rapides de l'économie moderne.

- **Une Europe de l'emploi**

Le chômage est un terrain fertile de recrutement pour l'extrême-droite. Nous, sociaux-démocrates, devons prouver que nous offrons des perspectives à la foi d'emplois et d'emplois de meilleure qualité. A l'échelon national, nous devons renforcer notre engagement en faveur d'une éducation gratuite et de l'accès aux compétences pour tous. A l'échelon européen, nous devons réaffirmer que le plein emploi est l'objectif central du processus de Lisbonne et insister sur le fait que dans le Pacte de Stabilité et de Croissance, autant d'importance soit accordée à la croissance et à l'emploi qu'à la stabilité. Des progrès doivent être réalisés dans la gouvernance économique européenne par le renforcement de l'Eurogroupe et déboucher sur une meilleure coordination des politiques budgétaires ainsi qu'un dialogue institutionnalisé avec la BCE pour favoriser la croissance et l'emploi.

- **Une politique d'asyle et de migration européenne commune**

Les développements économiques mondiaux s'accompagnent d'une migration mondiale. Ceci a été exploité par l'extrême-droite pour promouvoir une politique de fausse identité basée sur la peur et la discrimination. L'Europe doit proposer une approche commune. Celle-ci doit réguler la migration légale et reconnaître que nos économies bénéficient des compétences et des contributions des migrants légitimes. Elle doit également contrôler les migrations illégales et combattre le trafic des êtres humains. Notre approche commune doit inclure des politiques positives afin de traiter à la racine les problèmes de pauvreté et d'oppression qui provoquent l'émigration.

- **L'égalité pour tous**

Le message le plus pernicieux de l'extrême-droite est celui du racisme et de la xénophobie. Les sociaux-démocrates pensent que toute vie humaine est d'égale valeur et que chaque citoyen doit avoir le même statut quelle que soit son origine ethnique ou sa religion. Nous n'aurons des sociétés fortes et sûres que si nous insistons sur l'égalité des droits de chaque membre y compris de ceux qui se sont établis récemment dans nos pays. Nous avons besoin de politiques actives pour garantir l'intégration réussie et la participation de citoyens non-ressortissant de l'UE dans nos sociétés. Dès lors que les immigrés se trouvent dans une situation de faiblesse au départ, ils ont besoin de soutien pour atteindre les moyennes nationales. Les nations qui ont le plus de succès à l'échelon national en poursuivant cette politique de tolérance et de pluralisme sont aussi susceptibles d'être celles qui réussissent le mieux à créer à l'étranger les partenariats qu'exige la mondialisation.

- **La sécurité contre la criminalité**

La perception par la population de la criminalité comme la plus grande menace qu'encourent les individus est un trait commun de nos sociétés modernes. Pour les sociaux-démocrates, la peur vis-à-vis de la criminalité qui nourrit la suspicion et l'hostilité, et ce qui corrode la cohésion de la société, doit être un sujet d'inquiétude. En tant que représentants des faibles, c'est aussi un sujet politique pressant étant donné que l'incidence de la criminalité est plus importante dans les quartiers pauvres et défavorisés. Nous devons prouver, à l'échelon national, que nous attribuons une grande priorité politique à combattre la criminalité. A l'échelon européen, nous devons intensifier la coopération transfrontalière pour lutter contre les réseaux internationaux du crime organisé. Nous devons accorder aussi une priorité égale à la lutte contre les racines sociales du crime, particulièrement en éliminant le chômage des jeunes et en remplaçant le nihilisme par l'espoir.

- **Une Europe soutenue par ses citoyens**

L'extrême-droite s'oppose à une Europe unie et cherche à retourner vers un passé fait de nationalisme étroit. Nous devons dénoncer leur chauvinisme comme une voie sans issue et sans réalité dans un monde interdépendant. Mais nous devons aussi restaurer un soutien populaire en faveur du projet européen. A l'échelon européen, les membres socialistes à la Convention sur l'avenir de l'Europe ont mis au point des



propositions pour une Union européenne plus transparente et plus démocratique. A l'échelon national, les partis du PSE doivent obtenir du Conseil des Ministres des politiques qui répondent aux priorités du public sur l'environnement, les droits humains et les opportunités économiques. L'objectif est la création d'une Union européenne plus proche des gens, ce qui englobe tous ceux qui y vivent.

- **Une plus grande participation du citoyen**

Ce nouveau siècle est marqué par une désaffection des citoyens vis-à-vis des institutions européennes et nationales qu'exploitent continuellement les populistes. Il est de la responsabilité des sociaux-démocrates de réhabiliter ces institutions dans l'opinion publique et de faire valoir le rôle de la volonté politique. Les sociaux-démocrates doivent trouver un équilibre entre une culture de gouvernement, nécessaire à toute action réformatrice, et une capacité de regard critique sur les politiques menées, afin de mobiliser les citoyens dans un projet global. Les sociaux-démocrates considèrent que le rôle de l'Etat, même s'il doit gagner en efficacité, est primordial pour assurer l'égalité entre les citoyens, notamment par la redistribution et les services publics.

- **Une Europe de la solidarité**

Nous lançons un appel à tous les sociaux-démocrates pour consolider les politiques économiques, sociales et régionales, en prenant en compte les effets du futur élargissement, de la mondialisation et de la libéralisation progressive. La cohésion doit être reconnue clairement comme une des missions prioritaires de l'Union européenne afin de réaliser les principes de solidarité, de coopération et de redistribution. En progressant vers une intégration plus grande, nous devons montrer notre engagement réel en faveur d'une intégration entre personnes et territoires de l'Union.

Dans dix-huit mois, confiants nous ferons face à l'épreuve de ces principes et de ces priorités politiques lors des élections au Parlement européen. Nous serons confrontés à ces élections en tant que PSE uni oeuvrant à travers une Europe unie. Nos partis frères dans les pays candidats deviendront des membres égaux et à part entière du PSE dès la conclusion de leurs négociations et en anticipation de leur adhésion. Nos partis membres au sein de l'Union européenne actuelle s'engagent à faire preuve d'une solidarité entière envers nos collègues dans les pays candidats autant pour la préparation de leurs pays à l'adhésion à l'UE que lors de leurs premières élections au Parlement Européen. Notre objectif commun est que le PSE redevienne le Groupe le plus important au sein du Parlement Européen. Pour cela, le PSE devra mener une campagne unie basée sur un programme commun de tous les socialistes et sociaux-démocrates européens.

Le PSE cherche à construire une Europe sur les fondations solides de valeurs justes - la démocratie et la liberté, la solidarité sociale et l'égalité des droits, le développement durable, une sécurité commune et la paix. Nous recherchons aussi une Europe qui a la force et la légitimité du soutien populaire parce que les peuples d'Europe savent que ses institutions doivent leur rendre compte et que ses politiques reflètent leurs priorités. Délégués de nombreux pays européens différents, nous engageons nos partis à travailler ensemble en vue de notre objectif commun de cette Europe unie.

